

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 107 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2760 - Prix : 1€

Éditorial

Lutte ouvrière, un courant bien vivant dans l'électorat ouvrier

Retraites complémentaires : mauvais coups à venir
Page 3

La campagne de Lutte ouvrière
Pages 6 à 10

À l'issue du premier tour
Page 10

CHU : une gestion désastreuse
Page 11

Madagascar

Violente répression des manifestations étudiantes

Page 12

Second tour

Une compétition entre ennemis ouverts et faux amis des travailleurs



Lutte ouvrière, un courant bien vivant dans l'électorat ouvrier

L'abstention record dans les élections régionales et départementales exprime le désintérêt profond, voire le dégoût croissant de l'électorat populaire pour ces compétitions destinées à désigner les coteries politiques qui auront à gérer les affaires de la bourgeoisie dans les différentes institutions.

Cette course à l'échalote pour des places et des positions est d'autant plus dérisoire qu'après plusieurs mois d'une pandémie qui a pesé avant tout sur les classes populaires, les travailleurs sont de plus en plus confrontés à l'offensive brutale de la classe capitaliste : licenciements, fermetures d'entreprises, baisse des salaires et des allocations chômage, aggravation des conditions de travail. Pendant que la grande bourgeoisie s'enrichit au travers de l'exploitation comme rarement dans le passé, que des actionnaires amassent des fortunes autant grâce aux cadeaux de l'État que grâce à la spéculation, ceux qui ont continué à faire marcher la société même pendant la pandémie sont poussés vers la misère.

Pour les politiciens de la bourgeoisie, les fausses promesses ou les slogans démagogiques tiennent lieu de programme. Ce n'est certainement pas cela qui donnera aux exploités les moyens de résister au désastre qui s'annonce. Une explosion de colère du monde du travail, méprisé, exploité, opprimé, est inévitable et indispensable.

Encore faut-il que la colère ouvrière de demain ne soit détournée ni par les ennemis ouverts des travailleurs, ni par leurs faux amis ! Il faut qu'elle soit orientée, au-delà des marionnettes interchangeables de la caste politique bourgeoise, contre ceux qui détiennent le véritable pouvoir : les détenteurs des capitaux, les propriétaires des usines et des banques.

C'est à la classe privilégiée, sans utilité pour la société et pourtant riche, qu'il faudra arracher de quoi financer le maintien de tous les emplois par la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires. C'est sur les revenus du grand capital, sur les dividendes des actionnaires, sur l'argent dilapidé en spéculation financière qu'il faut prendre pour augmenter les salaires, les retraites et les allocations et les indexer sur les hausses de prix pour protéger le pouvoir d'achat.

C'est au nom de ce programme que se sont présentées les listes Lutte ouvrière dans ces élections régionales. L'ensemble de ces listes a rassemblé près de 320 000 voix. À une centaine de voix près, c'est le même nombre de voix qu'aux précédentes élections régionales de décembre 2015 et c'est presque deux fois plus de voix qu'aux élections européennes de 2019.

Compte tenu de l'abstention générale très importante qui marque ce scrutin et qui est encore plus importante dans les villes et quartiers ouvriers, la stabilité de ce résultat est remarquable. Alors que la plupart des listes de tous les partis, du Rassemblement national aux partis de la gauche de gouvernement, ont vu leur nombre de voix chuter entre ces deux élections, celui du courant communiste révolutionnaire s'est maintenu. Et cela se traduit par une progression en pourcentage, de 1,5 % à 2,23 %.

Pour modestes que soient les scores électoraux des listes « Lutte ouvrière – faire entendre le camp des travailleurs », leur progression est un gage pour l'avenir. Ils témoignent de la permanence dans le monde du travail d'un courant politique qui affiche comme objectif le renversement du pouvoir de la grande bourgeoisie. La direction de la société doit appartenir à ceux qui, par leur travail, la font vivre et fonctionner. C'est avec cet objectif que les militants de Lutte ouvrière seront présents dans les luttes de demain et s'efforceront d'y jouer leur rôle.

Le premier tour étant passé, le seul où le « camp des travailleurs » a pu s'exprimer, le deuxième tour n'a ni enjeu, ni intérêt pour les travailleurs et les classes populaires. Lutte ouvrière ne cautionnera pas la supercherie consistant à présenter aux travailleurs des hommes politiques qui sont souvent aussi réactionnaires, aussi anti-ouvriers que ceux d'extrême droite, comme un rempart contre la menace du RN au pouvoir.

Il n'est pas question pour Lutte ouvrière de soutenir quelque variante que ce soit du Front républicain. Cette république est celle de la bourgeoisie. Elle ne réserve, à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, qu'un avenir d'exploitation et de mépris de la part des riches parasites. Les travailleurs auront à combattre la classe capitaliste pour l'empêcher de conduire la société vers la catastrophe.

Parler pour ne rien dire

Eric Leung, le président de la CPME de La Réunion, élu récemment à la présidence de la délégation aux Outre-Mer du Conseil économique, environnemental et social a déclaré vouloir « rendre les Outre-Mers inspirants » et revaloriser leur image.

Inspirant l'Outre-Mer l'est déjà pour les capitalistes de la grande distribution, pour ceux des concessions automobiles, ceux de l'import-export et des banques qui se gavent comme nulle part ailleurs sur le dos des populations des DOM. Ils ne sont vraiment pas à plaindre.

En fait la seule chose qui inspire ces groupes commerciaux, c'est la perspective de faire le maximum de marges en vendant ici bien plus cher des produits acheminés à bas coût !

Pour l'autonomie financière des travailleurs !

L'autonomie alimentaire est un thème très à la mode dans la classe politique. Tous les politiciens présentent cet objectif comme la solution au problème de fourniture de la population en fruits et légumes à un coût raisonnable et abordable même pour les plus pauvres.

Il a suffi de quelques précipitations un peu plus soutenues pour que le prix de la tomate soit multiplié par quatre et même par sept dans certains

cas en quelques semaines, celui de la pomme de terre par deux ou trois, des bringelles par deux et ainsi de suite.

La pluie a bon dos et certains se goinfrent d'autant plus que les pouvoirs publics et les responsables politiques ferment les yeux sur ces pratiques abusives.

Il s'agit là des produits alimentaires, vitaux, pour les travailleurs. Les rendre inaccessibles revient à at-

tenter à leur santé et à diminuer leur force au travail.

La justice voudrait que les salaires suivent la hausse des prix. Mais ne comptons pas sur les privilégiés pour que justice nous soit rendue. Seule notre mobilisation pourrait mettre un terme à ces abus et obliger le patronat à augmenter les salaires, le gouvernement à augmenter les retraites et les indemnités chômage.

Ikea : « Bien plus qu'un marchand de meubles »... un flic !

Plusieurs directeurs d'Ikea France ont été condamnés le 15 juin à plusieurs années de prison avec sursis et à verser un million de dommages et intérêts à plusieurs centaines de leurs salariés qu'ils avaient fait espionner pendant plusieurs années par leurs responsables de magasins et aussi par des policiers.

Ikea France se renseignait ainsi, à partir des fichiers de la police, sur le passé des candidats à l'emploi dans ses magasins, sur leur train de vie, leur patrimoine ou leur relations. Les militants syndicaux étant particulièrement surveillés.

Ce verdict contribuera peut-être à calmer le flicage des travailleurs dans cette entreprise.

Cela montre en tout cas que les patrons sont prêts à user de tous les coups les plus tordus contre les travailleurs et qu'ils peuvent compter

pour les y aider sur la police et sur sa protection.

Ce n'est pas une nouveauté. Les patrons ont de tous temps utilisé ces pratiques pour intimider les travailleurs et leur imposer leur loi.

Tant que les exploiters capita-

listes auront la main sur toute la société, les travailleurs n'ont d'autre solution que de s'organiser pour se protéger mutuellement, en attendant de leur retirer le pouvoir des mains et d'instaurer le leur !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 26 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 27 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 9 JUILLET de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 10 JUILLET de 8H30 à 10H00

Retraites complémentaires : mauvais coups à venir

Le 21 juin, syndicats et patronat ont entamé des négociations sur le régime des retraites complémentaires Agirc-Arrco, dont le déficit a atteint 4,8 milliards d'euros en 2020, alors qu'il affichait un résultat positif de près d'un milliard d'euros en 2019.

La crise du Covid est passée par là, avec les fermetures d'entreprises et la hausse du chômage. Les cotisations ont diminué, tandis que les pensions continuaient à être versées et croissaient en nombre, comme il est normal, avec les nouveaux départs en retraite.

Patronat et syndicats doivent donc chercher de nouveaux moyens de renflouer les caisses et le représentant du Medef a été clair : « Les actifs et les entreprises ont été

mis à contribution pendant la crise. Il est logique que l'effort ne porte pas sur eux. » La ligne est donnée : il s'agit de ne pas toucher aux cotisations patronales et donc de s'en prendre aux ressources des travailleurs. Or la retraite complémentaire n'est pas négligeable, puisqu'elle représente entre le quart et le tiers de la pension pour un ouvrier et va même jusqu'à 60 % de la retraite des cadres.

L'Agirc-Arrco fonctionne sur le modèle du système à points, dont le cumul est transformé en un complément de retraite, variable selon la valeur du point au moment du départ du salarié. Parmi les ficelles utilisées, il y a eu la sous-indexation du point, le report de sa revalorisation, l'application depuis 2019 de bonus-

malus obligeant à partir un an plus tard en retraite, sous peine de voir sa pension complémentaire baisser de 10 %.

Les représentants syndicaux et patronaux, gestionnaires des caisses, vont donc discuter des scénarios futurs, spéculant sur l'évolution de l'espérance de vie, sur une reprise économique... qui se manifeste pour le moment par des licenciements massifs. Cela peut durer des semaines, comme un ballon d'essai avant la réforme générale des retraites.

Mais une chose est sûre : il faudra plus que des discussions autour du tapis vert pour obliger le patronat à payer.

Internes épuisés : les ravages de la politique de santé

Samedi 19 juin, des internes en médecine ont manifesté dans plusieurs villes, dans le cadre d'une grève de deux jours appelée par l'intersyndicale nationale des internes.

À Paris, ils étaient une centaine. Ils dénoncent leur charge de travail énorme, leur épuisement, mais aussi l'omerta à ce sujet dans le milieu médical.

Depuis des mois, certains parmi eux dénoncent une situation catastrophique, des semaines de quatre-vingt-dix heures, provoquant burn-out, dépressions et plusieurs suicides depuis le début de l'année. Sans parler de ce qu'affirmaient des banderoles dans la manifestation : « Internes épuisés = patients en danger. »

La mobilisation des internes est tout à fait justifiée. Cependant, la revendication portée par l'intersyndicale se limite à l'application du maximum légal de 48 heures de travail par semaine, sans rien dire du problème des effectifs. Or les internes sont bien les victimes, comme le reste du personnel soignant

et comme le reste de la société, de la politique de diminution des postes de soignants, dont sont responsables tous les gouvernements depuis des décennies. Au-delà de l'épuisement physique et moral, cette pénurie organisée, alliée au sentiment qu'on ne peut pas laisser les patients sans soins, engendre chez les internes une pression accrue pour tout accepter.

La pénurie n'a pas que des conséquences sur le temps de travail. Dans leur activité, les internes

subissent aussi plus d'agressions physiques, sexuelles et psychologiques. 93 % des internes déclarent même avoir subi des violences psychologiques de la part de médecins qui les encadraient.

La situation des internes est un révélateur, parmi tant d'autres, des ravages que subit tout le système de santé. Leur lutte ne peut être isolée de celle du personnel des hôpitaux.



AstraZeneca : condamné... à continuer de faire ce qu'il veut

La décision rendue par le tribunal de Bruxelles, vendredi 18 juin, a sans surprise été très clémentine envers le trust pharmaceutique AstraZeneca, accusé par la Commission européenne de ne pas avoir livré à temps les doses de vaccins auxquelles il s'était engagé.

Le tribunal a ainsi seulement évoqué un comportement « fautif », alors que ce trust est responsable des retards de la campagne de vaccination. En effet, durant le premier trimestre 2021, en pleine deuxième vague de l'épidémie de Covid, AstraZeneca n'a livré que 30 millions de doses, sur les 100 millions promises, et les trois mois suivants à peine 70 millions, sur 200 millions promises. Combien de morts supplémentaires cette pénurie a-t-elle entraînés ? Il y a quelques mois, un médecin écrivait : « 100 000 personnes vaccinées aujourd'hui plutôt que demain, ce sont 40 morts de moins. »

Le tribunal a seulement obligé le trust à verser d'ici le 27 septembre 50 millions de doses, au lieu des 200 millions manquantes. Si AstraZeneca ne le fait pas, il devra payer dix euros par dose manquante, beaucoup moins que ce que demandait la Commission européenne, qui voulait que ce soit dix euros par jour de retard.



Flavio LO Scalzo Reuters

Malgré cela, celle-ci s'est déclarée satisfaite. Si elle a attaqué AstraZeneca en justice, c'est surtout pour faire mine de réagir, parce que la pénurie a tellement choqué la population. La pénurie n'est en rien accidentelle. Les dirigeants d'AstraZeneca en sont responsables, car ils ont géré la production du vaccin en fonction exclusivement de la rentabilité et du profit. Non seulement ils n'ont pas développé de moyens supplémentaires pour produire les vaccins, mais ils n'ont utilisé que la

moitié des usines mentionnées dans le contrat passé avec la Commission européenne.

AstraZeneca n'est pas le seul responsable de la pénurie généralisée des vaccins : tous les autres groupes pharmaceutiques se sont comportés de la même manière. Quant aux États et aux dirigeants de l'UE, ils ont été comme d'habitude complices, en laissant ces trusts faire ce qu'ils voulaient et en ne les contraignant pas à fabriquer les vaccins en quantité et quel qu'il en coûte.

Travail des enfants : 160 millions de très jeunes exploités

En 2020, 160 millions d'enfants étaient au travail, soit 8,4 millions de plus qu'en 2016, selon un rapport conjoint de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Unicef, agence de l'ONU chargée de l'enfance.

La même étude indique qu'à ces 160 millions d'enfants pourraient s'en ajouter cette année au moins 9 millions, du fait des conséquences économiques de la pandémie, et jusqu'à 46 millions en 2022 « si les protections sociales baissent par rapport à leur niveau actuel, à cause de mesures d'austérité et d'autres

facteurs ».

La moitié de ces enfants sont âgés de 5 à 11 ans. Les confinements, les fermetures d'écoles, les reculs économiques et les budgets sociaux réduits n'ont laissé d'autre choix à des familles laissées sans ressources que de faire travailler leurs enfants. Mais d'autres facteurs, tous liés au fonctionnement de la société capitaliste, sont à l'œuvre : le manque d'emplois décents, les migrations, et bien sûr les inégalités sociales en forte progression.

Ces enfants, on les trouve dans les plantations, derrière les murs des

ateliers ou employés comme domestiques. Ils peuvent être esclaves, prostitués, associés aux trafics de drogue ou à des racketts criminels. Certains sont tueurs à gage ou enfants-soldats dans les pays en guerre.

Le travail forcé imposé à des millions d'enfants ne fait pas la une des journaux et ne provoque pas ces émissions en boucle que les chaînes de télévision adorent consacrer à des futilités, mais c'est bel et bien un crime du capitalisme.

La campagne de Lutte ouvrière

Pendant la campagne des régionales, notre candidat tête de liste Jean Yves PAYET a répondu à un certain nombre de questions posées par des journalistes et diverses associations.

Voici ses réponses :



Réponse à une association de promotion du Vélo

L'engouement pour le vélo est une très bonne chose... pour tous ceux qui peuvent le pratiquer.

Qu'ils soient consultés pour l'aménagement des circuits qu'ils doivent emprunter est évidemment une question de simple bon sens étant entendu qu'ils doivent se concerter avec les autres utilisateurs de la voie

publique. Et c'est là une situation catastrophique.

Malheureusement la population réunionnaise est dans la nasse des embouteillages qui pourrissent la vie quotidienne de tous et en particulier des travailleurs obligés de prendre la route.

Les raisons de ce scandale sont

d'abord politiques. Je souhaite que chacun, au travers des nuisances qu'il subit, puisse prendre conscience de l'incurie d'un système qui fonctionne sur la recherche du profit capitaliste et l'individualisme en bafouant les besoins élémentaires de tous.

Réponse à l'association OASIS

Le mode de production capitaliste est une aberration dans tous les domaines. Son objectif n'est pas de respecter les êtres humains et la planète mais de les exploiter pour faire un maximum de profit.

Se débarrasser de ce système est vital pour la sauvegarde tous les êtres vivants.

En renversant le système capitaliste, la société dirigée et contrôlée par les premiers de corvée, ceux qui en assurent le fonctionnement, pourra bénéficier du plus haut niveau de compétence et d'intelligence collective.

La recherche effrénée du profit pour vendre à tout prix produit de la camelote et de la pollution. Qu'importent les moyens utilisés pour produire ces marchandises ou leur utilité réelle. Une infime partie du gâchis produit par l'anarchie de cette production aveugle aux besoins réels est symboliquement étalée à la vue de tous sur les trottoirs régulièrement envahis de meubles cassés,

d'appareils électroménagers, d'objets de toute sorte qui ont rendu l'âme en quelques mois.

En agriculture, c'est la même chose.

Le mode de production capitaliste est générateur de crise car il est fondé sur la recherche du profit et non sur la satisfaction des besoins de la population.

C'est ainsi que des produits chimiques ont été déversés sans précaution au mépris le plus total des travailleurs et des consommateurs. Cet empoisonnement a fait rentrer des milliards dans les comptes des industriels et des banquiers.

En les expropriant les producteurs, travailleurs des villes et des champs, feront œuvre de salut public en investissant dans les moyens utiles et nécessaires à la satisfaction rationnelle des besoins. Et alors ce pourra être bio pour tous et pas seulement pour ceux qui ont un fort pouvoir d'achat.

L'économie est mondialisée c'est donc à l'échelle de la planète que se pose devant l'Humanité la question de la « souveraineté alimentaire ». La concurrence entre capitalistes et impérialismes, le nationalisme rend imbéciles et aveugles les soi-disant élites pensantes, économistes, politiques, aspirants à gérer un système étriqué et à bout de souffle.

La « souveraineté alimentaire » pourrait tout autant devenir la bannière d'une nouvelle croisade nationaliste. Le temps des guerres pour défendre « l'espace vital », le temps des colonies, le temps des guerres de pillage et de conquêtes n'est pas si lointain pour qu'on l'ait oublié.

Ceux qui ont pris conscience qu'il faut arrêter cette marche vers l'abîme doivent contribuer à renforcer le camp de ceux qui ont la capacité de la stopper : les travailleurs qui font tout fonctionner. Seule la révolution économique et sociale, communiste et internationale donnera un avenir juste et digne à la société humaine.

Réponse à l'association Pacte de transition citoyenne énergétique Léo de Sainte-Marie

Pour être efficace sur la sauvegarde de la planète et de ses habitants, pour agir sur le climat qui ne connaît pas de frontières nationales, il faudrait planifier à l'échelle mondiale l'utilisation des ressources naturelles et la gestion des déchets. On ne peut concevoir une telle organisation dans le cadre du capitalisme fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, la recherche du profit individuel et les lois du marché.

Pour cette raison, selon moi, la principale mesure consiste à ôter aux capitalistes leur contrôle sur les grandes entreprises en les expropriant. C'est à cette condition seulement que la population pourra intervenir dans les choix décisifs sur

les questions de l'environnement, comme dans toutes les autres.

Car les questions sociales et écologiques sont intimement liées. C'est ce que Karl Marx résumait avec la phrase suivante : le capitalisme épuise deux choses, le travailleur et la nature. On ne résoudra pas les questions écologiques, climatique et alimentaire si nous ne contestons pas le pouvoir qu'exerce la bourgeoisie, la classe dominante sur la société.

Les mobilisations qui expriment l'inquiétude et la révolte devant la catastrophe annoncée sont porteuses d'espoir. Ceux qui y participent ont raison !

Je ne peux que souhaiter et militer pour que cette prise de conscience constitue le premier pas vers une re-

mise en cause plus générale du capitalisme et de sa logique irresponsable de profit à court terme.



Réponse au JIR à propos des « enjeux sudistes des régionales ».

Les problèmes majeurs qui pèsent sur les classes populaires sont les mêmes dans toutes les régions de l'île. Bien sûr chacun est attaché à la situation de son secteur. Mais il est illusoire de prétendre que dans une situation de crise générale il y aurait des solutions locales au chômage, à l'appauvrissement, au manque de lo-

gement, aux salaires, aux retraites et aux allocations qui ne permettent pas de boucler les fins de mois.

Quant à la circulation des voitures pour la diminuer il faut le développement de transports en commun efficaces, confortables et peu coûteux pour les usagers. Et pas seulement dans le sud mais dans toute l'île.

Le développement du parc automobile en lieu et place des transports en commun est une calamité pour la population qui perd une grande partie de son temps, de sa santé et de son argent dans les embouteillages.

C'est un scandale permanent qui découle du mépris des dirigeants à l'égard des premiers de corvée bien obligés d'en passer par là pour se rendre au travail.

Rien n'est planifié pour répondre aux besoins essentiels de la population. L'État et les collectivités locales sont au service du patronat avide de profits réalisés sur l'exploitation du travail et sur l'accaparement de l'argent public.

Pour imposer des solutions satisfaisantes pour les transports comme pour d'autres problèmes fondamentaux des travailleurs et de toute la population le bulletin de vote ne suffit pas. Il faudra que la population intervienne dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Les travailleurs font fonctionner toute la société ils doivent la gérer.

Et pour cela exproprier la bourgeoisie et liquider le capitalisme.

Wikimedia Commons



Aéroport de Pierrefonds

Réponses au Quotidien sur la formation et la continuité territoriale

Le conseil régional doit-il participer à un guichet unique, en charge de la mobilité et des aides liées à la continuité territoriale ?

La mobilité ne doit pas être une fausse réponse au vrai problème qu'est le chômage. Ce n'est pas parce que des jeunes, ou moins jeunes, ne trouvent pas de travail que l'on doit les inciter à partir, surtout si eux mêmes ne le désirent pas.

Dans le passé on a fait croire à des jeunes qu'en partant en métropole, ils allaient trouver facilement du travail. Sur place, bon nombre d'entre eux ont vite du déchanter. Nous ne voulons pas d'un nouveau BUMIDOM !

Si l'organisation économique ne se donnait pour objectif que de satisfaire les besoins humains, il n'y aurait pas de problème d'emploi.

Quant à la continuité territoriale, à quoi bon en parler avant chaque élection. Si l'Etat ou les collectivités territoriales avaient la volonté d'apporter le moindre début de solution au chômage, cela se saurait. Mais pourquoi aussi toujours demander aux collectivités de financer ? Les compagnies aériennes ne pourraient-elles pas être, sollicitées ? Ne pourrait-on pas, par exemple, leur de-

mander, si ce n'est exiger d'elles, qu'elles mettent à dispositions des usagers les billets à prix coûtant ?

Quelle politique de formation le Conseil régional doit-il conduire pour répondre aux besoins locaux du marché de l'emploi ?

La région annonce fièrement qu'elle consacre une part importante de ses dépenses à la formation des jeunes, des salariés et des demandeurs d'emploi. Mais derrière ces déclarations il faut mesurer la part représentée par les subventions aux entreprises sous le prétexte, justement, de cette formation.

Mais s'il est nécessaire d'apporter un soin particulier à la formation, ce n'est pas elle seule qui résoudra les problèmes de l'emploi. Les patrons ne souffrent pas du manque de main d'oeuvre, y compris de main-d'oeuvre qualifiée. Le problème est qu'ils n'embauchent pas, ou si peu. Et quand ils embauchent c'est en payant le moins possible. Combien de jeunes sortent chaque année des universités et ne trouvent pas de travail ? Et quand certains en trouvent, ce sont bien souvent des contrats précaires et/ou à temps partiel. Les grandes surfaces regorgent de jeunes à bac +2 ou bac +3 payés au smic !

Aider véritablement l'emploi passe par l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire.

Faut-il développer, à La Réunion, les filières de l'enseignement supérieur ou favoriser les aides et mesures d'accompagnement des étudiants en métropole ou à l'étranger ?

La question ne se pose pas pour les enfants des classes riches dont les familles ont les moyens de leur assurer la meilleure éducation et le meilleur enseignement, que ce soit à la Réunion, en métropole ou dans les universités américaines. Pourquoi en serait-il différemment pour les enfants issus de milieux plus défavorisés.

Mais le problème le plus urgent concerne avant tout l'illettrisme. Notre île compte près de 120 000 personnes qui ne savent ni lire ni écrire correctement. Pour ces jeunes et moins jeunes, ce n'est ni en métropole, ni à l'étranger qu'ils pourront acquérir les bases essentielles qui leur manquent, mais bien ici. Et c'est ici qu'il faut faire peser l'effort pour que l'illettrisme disparaisse le plus rapidement possible.

Sur la NRL

Le camp des travailleurs n'a pas à choisir de quelle manière arroser le pool d'entreprises qui se gavent sur ce chantier. La population laborieuse, les chômeurs, les travailleurs dans la précarité auront à imposer leurs revendications vitales, des emplois, des salaires qui permettent de vivre.

La NRL est le symbole – qui coûte très cher – de l'incurie d'un système aux mains de prédateurs capitalistes. La NRL est le symbole d'une économie qui marche sur la tête, fondée sur la seule préservation des profits des actionnaires et des banquiers.

Il faut remettre l'économie sur les rails de ce qui est utile à la

population. En attendant les mobilisations et les luttes indispensables pour l'imposer voilà

le sens qu'a le vote pour la liste Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs que je conduis.



Réponse aux Collectifs Mayotte en SOUSFRANCE, Ré-MaA

Vos collectifs mettent en exergue, à juste titre, la souffrance des Mahorais à La Réunion.

La grande majorité d'entre eux vit, vous le savez mieux que moi, dans des conditions difficiles avec souvent comme seuls revenus les minimas sociaux ou quand ils ont la chance d'avoir un travail, des salaires au Smic, voire en dessous et parfois en n'étant pas déclarés.

Cette situation, malheureusement, bon nombre de travailleurs et de familles créoles la connaissent également car la société dans laquelle nous vivons qui est dirigée par la classe capitaliste, ne se soucie guère du sort des classes populaires, quelles que soient leurs origines.

Quant aux élus, qu'ils soient locaux ou nationaux qui appartiennent pour la plupart à de grands partis ou groupes au pouvoir ou qui aspirent à y retourner, ils servent les intérêts de la classe des très riches et se gardent bien de désigner celle-ci pour responsable du chômage, des inégalités, de la misère, de l'exclusion, etc.

Au contraire, par leur politique, ils divisent les travailleurs entre eux en opposant ceux qui ont un travail à ceux qui en sont privés, ceux qui sont fonctionnaires à ceux qui sont

dans le privé, ou pire, les travailleurs réunionnais ou français aux travailleurs d'origine étrangère ou aux migrants.

En tant que communiste et internationaliste, je considère que les travailleurs, quels qu'ils soient, ont les mêmes intérêts, opposés à ceux de leurs exploités et qu'il n'y a pas pire poison que la division entre les travailleurs.

À plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion d'affirmer ma solidarité avec les travailleurs et les pauvres de Mayotte qui ont manifesté contre la vie chère, pour réclamer de

meilleures conditions de travail ou encore contre les licenciements.

Mon parti Lutte ouvrière a dénoncé la chasse faite aux Comoriens à Mayotte par les autorités françaises et l'État français qui portent une lourde responsabilité dans la situation dramatique dans laquelle se trouve Mayotte et les autres îles des Comores.

Je suis convaincu que la seule voie possible pour les travailleurs pour améliorer leurs conditions de travail et de vie est celle de la solidarité et de l'unité dans la lutte.



Réponse au syndicat de salariés UNSA

Le militant politique et syndical que je suis salue les efforts militants de tous ceux qui ne veulent pas se résigner à encaisser les coups du patronat et des responsables qui sont aux affaires.

Je suis candidat pour que dans les élections se fasse entendre le camp des travailleurs et que s'expriment leurs intérêts sociaux et économiques. J'affirme que les travailleurs doivent s'organiser et s'occuper de leurs affaires tant sur le plan syndical que politique. Ils doivent participer activement à la défense de leurs intérêts collectifs.

Le syndicat est le lieu où ils peuvent comprendre les ressorts de leur exploitation. C'est le lieu où

nous pouvons en toute fraternité confronter les points de vue et apprendre à lutter ensemble quel que soit son sexe, son origine, sa couleur de peau, que l'on soit croyant ou pas.

Je pense que dans cette période de crise qui va s'aggraver il faut nous préparer à résister au chantage du patronat et du gouvernement qui sera de plus en plus fort pour tenter de nous imposer des sacrifices. A son habitude, il tentera, plus que jamais, d'obliger les syndicats à signer des reculs de plus en plus importants.

Cette stratégie du patronat et du gouvernement à son service, vise à associer les syndicats à leurs attaques et à les faire accepter aux tra-

vailleurs.

Il faut dire que si l'on ne veut pas reculer, il faudra se battre avec des syndicats qui résistent à la pression du gouvernement et du patronat.

Dans les événements que l'on vit en ce moment il n'y a pas un travailleur sur cette planète qui a un avenir sécurisé si notre classe ne décide pas d'aller à la bagarre.

Si j'étais président de la Région je m'emploierais, en mobilisant les travailleurs, à contrôler le fonctionnement et à rendre transparentes toutes les opérations financières pour que chacun voit à quoi est utilisé l'argent public.

Sur le marché du Chaudron

Une salariée travaillant dans le nettoyage des administrations : « Depuis 20 ans, je suis employée sur un contrat de 24 heures hebdomadaires, payée au Smic et je ne m'en sors qu'en faisant d'autres chantiers où je dois me rendre à pied n'ayant pas de voiture. Le problème du pouvoir d'achat n'a été abordé que par le candidat de Lutte ouvrière, je voterai donc pour lui. Apparemment le sort des travailleurs tels que moi n'intéresse pas les autres candidats ! »



Sur le marché de Saint-André

Après le passage de Jean Yves sur Antenne Réunion en présence des 10 autres candidats qui palabraient sur la relance de l'économie, une travailleuse du Commerce s'est arrêtée pour acheter le journal et nous dire qu'elle avait apprécié son intervention disant « À entendre les autres candidats, j'ai l'impression qu'on ne vit pas sur la même planète ! ».

Eh oui, tous ces politiciens de

droite comme de gauche, sont loin, très loin des préoccupations quotidiennes des travailleurs, des retraités, des chômeurs qui se serrent la ceinture en permanence faute de revenus suffisants, qui galèrent avec des emplois précaires et subissent les mauvais traitements de leurs patrons sur lieux de travail. Des sujets pas assez « nobles » pour tous ces politiciens au service du patronat !

À l'issue du premier tour

Union contre Didier Robert mais pour quelle politique ?

À l'issue du premier tour des régionales, les têtes de listes de gauche ou prétendument de gauche se rassemblent autour de Huguette Bello, qui est arrivée deuxième derrière le candidat de droite et président sortant Didier Robert, pour faire barrage à ce dernier au deuxième tour.

Ainsi Bello, ex-dirigeante du PCR, à qui l'homme de droite Poudroux a apporté son soutien, n'a fait aucune difficulté pour accueillir sur sa liste la maire de Saint-Denis (arrivée troisième), ex-députée et ex-ministre de l'Outremer de Hollande, avant de soutenir Macron, avec pour alliée aux dernières municipales et aux régionales l'ancienne présidente du Département Nassimah Dindar et le soutien de l'inéligible Thierry Robert !

Bello a mis également sur sa nouvelle liste le maire de Saint-Joseph

Patrick Lebreton qui visiblement ne verrait pas d'inconvénient à siéger avec Ericka Bareigts qu'il a qualifié de « tête de liste de droite ».

Voilà servi un zembrocal au goût de réchauffé !

En effet, les virevoltes politiques, les alliances et les désamours ne sont pas une nouveauté à La Réunion.

Un fois de plus, les chefs de cette cuisine tentent de faire croire que cette union retrouvée à « gauche » représente une alternative à la politique de Didier Robert.

Mais c'est faux. En quoi sera-t-elle différente ? La gauche à la Région cessera-t-elle les cadeaux aux patrons, les zones franches, les aides en tout genre, etc. ?

En tout cas il n'y avait rien dans les programmes respectifs des nouveaux alliés pour les travailleurs qui

triment dans les entreprises avec les bas salaires ; rien pour les chômeurs à qui le gouvernement Macron menace de baisser les allocations ; rien pour la grande majorité de jeunes qui sont condamnés au chômage ou à de petits boulots, etc. Et s'il n'y a rien non plus de tout cela dans leur programme commun c'est qu'ils n'aspirent qu'à gérer les affaires de la bourgeoisie dans le cadre du système capitaliste.

Les travailleurs, les petits agriculteurs, les petits artisans, s'ils veulent résister à la dégradation de leurs conditions de vie ne peuvent pas compter sur ces politiciens interchangeables, de droite comme de gauche. Il ne peuvent compter que sur leur propres forces et leur capacité à s'unir car seules leurs luttes collectives représentent un réel espoir de changement.

2^{ème} tour des Régionales : le camp des travailleurs absent du scrutin !

Deux candidats restent en lice pour le second tour de l'élection au conseil régional : Didier Robert, l'actuel président soutenu par toute la droite réunionnaise, et Huguette Bello, la candidate des partis de gauche.

Tous deux ont été interrogés par Le Quotidien de La Réunion qui a publié leurs réponses sur leur future gouvernance dans son édition datée du 24 juin 2021.

À la question « Quel sera le dossier ou le sujet prioritaire de votre mandature ? », Huguette Bello a répondu « *C'est l'emploi !* » en précisant ensuite que son équipe formulera « *une série de mesures pour soutenir et accompagner les entreprises et favoriser ainsi la création d'emplois* ».

Didier Robert, lui, a déclaré : « *Depuis plus d'un an maintenant, nous nous sommes posés en rempart*

de cette crise pour soutenir et accompagner les entreprises ». Il a ajouté : « *Au lendemain de l'élection, ce sont ces sujets qui constitueront notre priorité : soutenir l'entreprise et donc l'emploi* ».

Comme on peut le constater le discours de l'une ne diffère en aucun point de celui de son concurrent. Tous deux se déclarent de fervents soutiens du patronat sur lequel ils comptent pour relancer l'emploi.

Le même jour, Le Quotidien traitait : « Nouveaux licenciements chez SFR » ! Cette entreprise, rachetée par Drahi le patron d'Altice, riche à milliards, a décidé de procéder à la suppression de 36 nouveaux postes de travail après avoir diminué ses effectifs de 157 en 2017.

Crise ou pas crise, les capitalistes n'ont qu'un objectif : faire le maxi-

mum d'argent avec le minimum de salariés et le minimum de masse salariale. Pendant toute la période récente de crise du Covid, l'État s'est substitué à eux pour payer à leur place une bonne part des salaires. Les affaires reprennent, mais ils continuent à licencier.

Eh bien, cela n'empêche ni Huguette Bello, ni Didier Robert d'assurer ces exploiters de leur soutien indéfectible. Tous deux se placent ainsi dans le même camp, celui de la bourgeoisie.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces serviteurs du patronat. Pour se protéger de la rapacité de leurs exploiters, qui va s'amplifier, ils ne pourront compter que sur leurs propres forces et leurs luttes collectives.

DANS LES ENTREPRISES

CHU

Une gestion désastreuse

Dans une lettre ouverte rendue publique à la mi-juin, la section syndicale CGTR du GHER met en garde la direction de l'hôpital devant la dégradation imminente des offres de soins dans cet établissement dans les services maternité et du bloc opératoire qui, selon elle, risquent de fermer faute de personnel soignant suffisant.

Elle dénonce « *la gestion calamiteuse des ressources médicales et notamment aujourd'hui des médecins anesthésistes réanimateurs (MAR) au sein de notre établissement. En effet, alors qu'il n'y aura bientôt plus qu'un seul MAR fixe au sein de l'équipe médicale de ce secteur, ce dernier a alerté depuis de nombreux mois de la nécessité de recruter en urgence plusieurs MAR afin de poursuivre l'activité chirurgicale du bloc opératoire, déjà en grande souffrance depuis plusieurs années* ».

Elle doute de la volonté de la Direction « *de développer l'activité chirurgicale du GHER alors qu'elle*

nous prouve le contraire chaque jour : report sans raison valable de l'arrivée d'un ORL, d'un stomatologue, rémunérations beaucoup plus faibles qu'ailleurs, etc... », ajoutant « *Alors que nous constatons une multiplication des postes de directeurs, de métiers de catégorie A au GHER, le budget alloué à ces embauches autant inutiles qu'inefficaces ne pourrait-il pas être détourné vers l'embauche pérenne de médecins anesthésistes, de praticiens médicaux et chirurgicaux, de personnels soignants, beaucoup plus à même de développer les recettes du GHER ?* »

Avec cette politique et ce management, le GHER va droit dans le mur. De nombreux contractuels (ASH, brancardiers, secrétaires, personnels administratifs, AS, IDE, SF, services techniques, etc...), par le biais de nouvelles fermetures de lits ou d'unités de soin, verront leurs contrats ne pas être renouvelés alors que dans le même temps, les directeurs et autres cols blancs non pro-

ductifs continueront de s'enrichir sur la dépouille du GHER ».

Cette détérioration des conditions de travail au GHER survient après la fermeture du service urologie à l'hôpital de Bellepierre et celle programmée de la chirurgie infantile à l'hôpital de Terre Sainte.

Au lieu de prendre les problèmes à bras le corps, au lieu d'embaucher dans les services en tension, la direction du CHU laisse la situation se détériorer dans les services. Ceux qui en pâtissent sont les malades qui se retrouvent contraints à de longs déplacements et de longues attentes pour se faire soigner et le personnel soignant qui frôle le burn-out ou démissionne pour protéger sa propre santé. Un comble.

En tout cas voilà une politique irresponsable qui fait l'affaire du groupe privé Clinifutur vers qui sont dirigés les malades rejetés par le secteur public. Scandaleux !

Des centaines de suppressions de postes. Gouvernement pyromane !

L'Office national des forêts (ONF), qui gère les forêts publiques françaises, a l'intention de supprimer 475 postes sur 8 400 que compte ce service public dans les cinq ans, a annoncé l'AFP dans un communiqué publié le 18 juin dernier. La justification avancée par la direction de l'office étant que l'établissement serait lourdement endetté. C'est le même fallacieux argument avancé par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis vingt pour supprimer des dizaines de milliers de lits et de

postes de travail dans les hôpitaux avec le résultat qu'on a connu pendant la dernière période d'épidémie de Covid 19.

Moins d'ouvriers à l'ONF, c'est moins de travaux pour sécuriser les massifs forestiers, tailler des chemins coupe-feux pour ralentir la progression des incendies, pour entretenir les sentiers de randonnée, pour protéger la nature des incivilités de toutes sortes. Les travailleurs de l'ONF sont déjà en nombre insuffisant pour effectuer tous ces travaux indispensables à l'entretien des forêts

publiques. On a pu d'ailleurs mesurer les conséquences de cet état de fait : des incendies qui deviennent incontrôlables comme ceux qui affectent régulièrement le sud de la France ou ceux, catastrophiques, de la forêt du Maïdo en 2010 et 2011 dûs à un pyromane.

La suppression de ces centaines de postes d'ouvriers forestiers est criminelle.

Mais le gouvernement ose déclarer protéger l'emploi...

DANS LE MONDE**MADAGASCAR****Violente répression des manifestations étudiantes**

Les étudiants malgaches avaient déjà manifesté dans plusieurs grandes villes du pays en février pour exiger le paiement de leurs bourses non versées depuis novembre 2020 (l'équivalent de 5 à 10 € par mois, mais vitales pour la plupart de ces jeunes issus de familles pauvres).

Ceux de Tuléar (sud-ouest) réclamaient aussi des toilettes dans leur université, la reprise de la construction d'un bâtiment de logements universitaires, suspendue depuis des années, et la validation des diplômes de Master.

À Tamatave, grande ville portuaire de l'Est du pays, des heurts éclatèrent avec les forces de l'ordre qui ouvrirent le feu et firent deux blessés dont l'un décéda à la suite de ses blessures.

Quatre mois après, le gouvernement n'ayant toujours pas versé les sommes dues, la colère des étudiants a de nouveau éclaté, leur situation s'étant encore aggravée à cause de la pandémie de Coronavirus, privant nombre d'entre eux de petits boulots leur permettant de faire face tant bien

que mal à leurs besoins de base.

La réponse du gouvernement ne s'est pas faite attendre. Il a fait donner sa police qui, a sauvagement réprimé les manifestants faisant un nouveau mort parmi eux et plusieurs blessés. Ces derniers ont cependant, grâce à leur détermination, obligé l'État à débloquer quatre mois d'arriérés.

Lors du 32ème sommet de l'Union africaine, qui s'était tenu en février 2019 à Addis-Ababa (Éthiopie), Rajoelina, le président malgache avait déclaré : « *Le futur et l'espoir, c'est l'Afrique. J'espère que les grandes décisions des débats aboutissent vers l'avenir serein de la jeunesse africaine. En effet, il a été constaté que les jeunes sont majoritaires dans les pays africains et une meilleure considération à leur endroit demeure prioritaire* »... en tout cas pas dans son propre pays !

C'est que la jeunesse, avec ses facultés d'enthousiasme et de courage, fait peur aux dirigeants de toute société qui brime et opprime.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282